



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 10 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STOCKMEIER

ZAE de Confluent
RUE DES SECHERONS
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/26-0440
Numéro HELIOS : 63315

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement STOCKMEIER implanté ZAE de Confluent RUE DES SECHERONS 77130 Montereau-Fault-Yonne. L'inspection a été annoncée le 03/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCKMEIER
- ZAE de Confluent RUE DES SECHERONS 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006501903
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement STOCKMEIER est situé au niveau de la Zone d'Activité Économique de Confluent sur la commune de Montereau-Fault-Yonne. Cet établissement réceptionne en vrac, stocke en cuves aériennes et conditionne des produits liquides de chimie minérale ou organique. Il réceptionne et expédie également des produits solides ou liquides en emballages conditionnés.

La société SA Langlois a été initialement autorisée à exploiter des installations de stockage et de conditionnement de produits chimiques par l'arrêté préfectoral n°94 DAE 2IC 168 du 13 juillet 1994 pour son établissement situé rue des Sécherons sur la commune de Montereau-Fault-Yonne.

La lettre préfectorale du 9 décembre 1997 acte du changement d'exploitant de l'établissement situé rue des Sécherons au bénéfice de la société Clément RCP. L'arrêté préfectoral n°01 DAI 2 IC 268 du 29 octobre 2001 a autorisé la société Clément RPC à poursuivre l'exploitation d'un entrepôt de stockage de produits chimiques situé rue des Sécherons à Montereau-Fault-Yonne. L'arrêté préfectoral n°05 DAI 2 IC 032 du 15 février 2005 impose des prescriptions complémentaires à la société SOLVADIS pour son exploitation située rue des Sécherons à Montereau-Fault-Yonne.

La lettre préfectorale du 18 août 2005 acte du changement d'exploitant de l'établissement situé rue des Sécherons au bénéfice de la société Quaron France. Les arrêtés préfectoraux n°08 DAIDD IC 079 du 26 février 2008, n°10 DAIDD IC 138 du 8 juin 2010 et n°2015/DRIEE/UT77/056 du 25 avril 2015 imposent des prescriptions complémentaires à la société Quaron pour l'exploitation de son établissement situé rue des Sécherons sur la commune de Montereau-Fault-Yonne.

Le courrier préfectoral du 23 mars 2023 acte le changement de dénomination social de la société Quaron en Stockmeier France.

L'établissement Stockmeier France pour son site de Montereau-Fault-Yonne est classé Seveso Seuil Bas par dépassement direct des seuils des rubriques 4130.2 et 4510.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Demande d'action corrective	3 mois
13	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
14	Moyens complémentaires à la stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
16	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 7.4.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
17	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
19	Réseaux de collecte des effluents ou produits	Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.2.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
20	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
23	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 9.2.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
25	Eaux souterraines - Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 9.2.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
26	Modalité d'exercices et contenu de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 9.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
30	Modifications apportées aux installations	Code de l'environnement du 29/01/2026, article R.181-46-II	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	/	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	/	Sans objet
7	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
8	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	/	Sans objet
9	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		04/10/2010, article 63		
10	Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. VII.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Déchets.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
15	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
18	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.2.1.4	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
21	Qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.3.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
22	Conditions particulières de chacun des rejets	Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.3.3.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
24	Conditions particulières de chacun des rejets	Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.3.3.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
27	Respect des Fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
28	Situations d'urgence et moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
29	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 7.4.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé d'écarts significatifs quant aux procédures mises en place par l'exploitant dans le cadre des travaux par points chauds sur les installations de l'établissement de Montereau-Fault-Yonne.

L'Inspection a également soldé 17 écarts constatés lors des inspections de 2023 et de 2024 et en a maintenu 13.

En outre, l'inspection demande à ce que l'exploitant réalise des investigations quant à la pollution au chlorure de vinyle détectée au niveau de l'ouvrage Pz2. En particulier, l'exploitant évaluera l'étendue de cette pollution et fera des propositions pour la circonscrire.

Enfin, il est attendu de l'exploitant le dépôt d'un porter à connaissance relatif à la modification d'exploitation de ses installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : En salle l'exploitant a présenté un plan ETARE destiné à l'intervention du SDIS. Ce plan répertorie les zones ATEX, et la zone avec un risque incendie. De plus, sur ce plan figure les zones de stockage en vrac, ainsi que les zones de conditionnement. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence à l'entrée du site d'un panneau rappelant les consignes à respecter au sein de l'établissement, avec les risques associés. Par ailleurs, des consignes spécifiques sont rappelées à l'entrée du magasin 2. L'inspection n'a cependant pas constaté le rappel de la nature du risque et les consignes associées au niveau des zones solvants (stockage et conditionnement). Suite n°25112025-1 : L'exploitant s'assurera que la nature du risque et les consignes associées sont bien présentes au niveau des zones solvants (stockage et conditionnement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...] - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
Constats : En salle, l'exploitant indique que des permis feu sont établis selon la nature des travaux. A ce titre, l'inspection a consulté un permis feu établi pour une société extérieure intervenue le 5 novembre 2025. L'exploitant indique qu'il s'agit du même permis feu établi pour des prestataires externes que pour des employés Stockmeier. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence de consignes d'exploitation et de sécurité à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : L'inspection a constaté la présence de consignes de sécurité clairement affichées à l'entrée du site et à l'entrée du magasin 2 relatives à l'interdiction de fumer et à l'interdiction du téléphone portable. En outre, les chauffeurs venant livrer des marchandises réalisent un protocole de sécurité avant leur entrée sur site. De plus, les chauffeurs remplissent un bordereau de connaissance des règles au sein du site. Ce bordereau est disponible en plusieurs langues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : En salle, l'exploitant indique qu'il élabore un plan de prévention pour tout type d'intervention réalisée par une société extérieure. En outre, en cas de besoin, selon les interventions et leur localisation, un permis feu peut être établi (cf. Fiche n°1). L'inspection a consulté le plan de prévention et le permis feu établi pour un prestataire qui est intervenu sur site le 5 novembre 2025. Selon l'exploitant, celui-ci reste à proximité du prestataire durant la durée de l'intervention. En outre, l'exploitant réalise une ronde de contrôle à l'issue de l'intervention et ce avant de signer l'achèvement des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée : Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...] 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...]

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant établit un plan de prévention écrit pour tout type d'intervention réalisée par une société extérieure (cf. Fiche n°4). L'exploitant indique ne pas avoir recours à la sous-traitance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

<p>Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R. 4512-8 du Code du travail</p> <p>Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
<p>Constats :</p> <p>En salle, l'exploitant indique que le plan de prévention mentionne les phases d'activité dangereuses, les risques prévisibles ainsi que les mesures de prévention associées. L'inspection a pu vérifier ces mentions en consultant deux plans de prévention datant du 5 novembre 2025 et du 27 mars 2025.</p> <p>Selon l'exploitant, les équipements ATEX nécessaires aux interventions sur site sont fournis par le prestataire. L'exploitant indique demander au prestataire s'il dispose du matériel adéquat à l'intervention programmée, sans toutefois le vérifier.</p> <p>En amont de l'intervention, l'exploitant donne des instructions aux prestataires. En particulier, chaque personne extérieure reçoit un accueil sécurité avec un temps consacré aux situations d'urgence. Par ailleurs, l'exploitant indique que du personnel Stockmeier est en permanence présente à proximité de la zone d'intervention.</p> <p>L'exploitant explique que le plan de prévention est valable 3 ans pour une même société. Cependant, les consignes de travail sont rappelées à chaque intervention. Un nouvel intervenant sur site reçoit en outre l'accueil sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
Constats : En salle, l'exploitant indique que très peu de permis feu sont délivrés. En outre, selon lui, il n'a pas recours à la sous-traitance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : En salle, l'exploitant indique qu'en cas de sinistre, les intervenants extérieurs ont pour consignes de rejoindre le point de rassemblement présenté lors de l'accueil sécurité. D'après l'exploitant, tout le personnel Stockmeier du site de Montereau-Fault-Yonne est formé à la manipulation des extincteurs 1 ^{er} niveau. De plus, le personnel sujet à l'astreinte (personnes dont les postes sont listés dans le POI) dispose également du 2 ^{ème} niveau de manipulation des extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
Prescription contrôlée : Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
Constats : En salle, l'exploitant explique que pour tout type d'intervention, il réalise une vérification du chantier en présence du prestataire. Lorsque qu'aucun risque inhérent à l'intervention n'est identifié, le prestataire signe un document de fin de travaux qui est ensuite archivé par l'exploitant. L'Inspection a consulté par échantillonnage des décisions de fin de travaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 22/02/2025
Prescription contrôlée : A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25. E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.
Constats : <u>Constats relevés lors de l'inspection du 05 octobre 2023:</u> <u>Non-conformité n°20231005-1 :</u> Le sol de certaines aires et locaux de stockage ou de manipulation des émulseurs, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, n'est pas étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels. <u>Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025:</u> Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les 3 GRV contenant des émulseurs dédiés à la

<p>lutte contre l'incendie étaient positionnés sur des dalles bétons dont la pente est orientée vers la zone de dépotage. En outre, l'exploitant explique que désormais ces GRV ont une rétention intégrée.</p> <p>→ La non-conformité n°20231005-1 de l'inspection du 05 octobre 2023 est soldée.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique avoir changé d'émulseur qui ne contient désormais plus de PFAS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Stockage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. VII.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des sols</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 22/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 05 octobre 2023:</u></p> <p>Non-conformité n°20231005-2 : Les aires de stockage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants ne sont pas aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025:</u></p> <p>L'exploitant indique avoir réorganisé son exploitation, de sorte que l'inspection n'a pas constaté de déchets exposés aux précipitations.</p> <p>→ La non-conformité n°20231005-2 de l'inspection du 05 octobre 2023 est soldée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Déchets.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p>

- lors de la visite d'inspection du 05/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 22/02/2025

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 05 octobre 2023:

Non-conformité n°20231005-4 : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que le stockage des déchets n'entraîne pas de risque de pollution.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025:

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de contenants vides usagés à l'endroit où ils avaient été constatés lors des précédentes inspections.

→ **La non-conformité n°20231005-4 de l'inspection du 05 octobre 2023 est soldée.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV

Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2025

Prescription contrôlée :

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 12 septembre 2024:

Observation n°20240912-4 : L'exploitant transmettra le compte-rendu de vérification du RIA vérifié lors de la visite du site.

Observation n°20240912 -5 : L'exploitant précisera si la stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies, des scénarios de référence définis à l'article IV-1-III de l'arrêté ministériel du 24/09/2020, en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025:

Dans sa réponse au rapport de l'inspection du 12/09/2024, l'exploitant a fourni le compte rendu de la dernière vérification des RIA laquelle mentionne notamment :

- l'absence d'un dispositif hors gel ;
- la nécessité de remplacer des 7 cuves à émulsion ;
- la nécessité de réaliser une révision quinquennale des RIA.

En salle, l'exploitant explique avoir remplacé ses émulseurs par des émulseurs sans PFAS. En outre, l'exploitant indique que la révision quinquennale des RIA a été réalisée le 19/11/2025.

→ L'observation n°20240912-4 de l'inspection du 12/09/2024 est remplacée par la suite n°25112025-2.

Suite n°25112025-2 : L'exploitant transmettra :

- un justificatif du remplacement de l'émulseur par un émulseur sans PFAS
- un justificatif du remplacement des 7 cuves contenant l'émulseur
- le rapport de la révision quinquennale des RIA
- un justificatif de la mise en place d'un dispositif hors gel.

Dans sa réponse au rapport de l'inspection du 12/09/2024, l'exploitant a fourni 4 scénarios de référence retenus en application de la réglementation post Lubrizol. L'exploitant a transmis en

outre pour un scénario la courbe de montée en puissance du débit de solution moussante qui prédit l'extinction de l'incendie en 22 minutes. L'exploitant indique par ailleurs qu'il dispose de quantité suffisante d'émulseur et d'eau pour faire face à un incendie se prolongeant au-delà de 3h. Pour ce scénario, l'exploitant considère un taux d'application pour une extinction de 4l/mn/m² durant 20 minutes, puis un entretien avec un tapis de mousse après extinction de 0,2l/mn/m² durant 60 minutes. Ces valeurs ont été fournies avant le changement d'émulseur.

→ L'observation n°20240912-5 de l'inspection du 12/09/2024 est remplacée par la suite n°25112025-3.

Suite n°25112025-3 : L'exploitant définira le nouveau taux d'application retenu pour le nouvel émulseur sans PFAS. Il justifiera en outre que le volume d'émulseur sans PFAS disponible est toujours suffisant pour faire face à un incendie se prolongeant jusqu'à 3h.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Moyens complémentaires à la stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens complémentaires à la stratégie incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2025

Prescription contrôlée :

En complément des moyens de lutte contre l'incendie évalués en application des dispositions des articles VI-1 et VI-2 du présent arrêté, l'exploitant dispose de ressources et réserves en eau et émulseurs supplémentaires équivalent à 20 % de ces moyens.

Ces ressources complémentaires peuvent provenir en tout ou partie de moyens mobilisables en temps utile par l'application de protocoles d'aide mutuelle ou des conventions.

[...]

Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article VI-I, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constats lors de l'inspection du 12 septembre 2024:

Non-conformité n°20240912-1 : L'exploitant ne dispose pas d'une étude permettant de justifier qu'il dispose des moyens de lutte contre l'incendie nécessaires afin de faire face à un incendie qui se prolonge au-delà de 3 h.

Constats lors de l'inspection du 25 novembre 2025:

Dans sa réponse au rapport de l'inspection du 12/09/2024, l'exploitant n'a pas indiqué pour les quatre scénarios de référence retenus si la stratégie mise en place était dimensionnée pour une extinction en moins de 3h.

→ La non-conformité n°20240912-1 de l'inspection du 12/09/2024 est remplacée par la suite n°25112025-4.

Suite n°25112025-4 : Pour les quatre scénarios de référence retenus, l'exploitant précisera si la stratégie mise en place est dimensionnée pour une extinction en moins de 3h et s'il dispose des quantités suffisantes en eau et en émulseur. Le cas échéant, l'exploitant mettra à jour son POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 21/02/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 12 septembre 2024 :

<p>Non-conformité n°20240912-1 : L'exploitant ne dispose pas de consigne précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; • les moyens à mettre en place et les manœuvre à mettre en œuvre afin de canaliser et de maîtriser les écoulements en cas de déversements dans le cas d'une rétention déportée. <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :</u></p> <p>En salle l'exploitant a présenté les consignes d'urgence modifiées sur lesquelles figurent les manœuvre à réaliser en cas de déversements. Elles précisent en particulier la mise sur rétention de l'ensemble du site.</p> <p>→ La non-conformité n°20240912-1 de l'inspection du 12 septembre 2024 est soldée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 7.4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 21/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité de du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 12 septembre 2024 :</u></p> <p>Lors de l'inspection du 12/09/2024, il y a été constaté des craquelures au fond de la rétention. L'inspection n'était pas en mesure d'évaluer si ces craquelures étaient liées à un défaut d'étanchéité de la rétention ou à une accumulation de boue.</p>

Observation n° 20240912-1 : L'exploitant s'assurera de l'étanchéité de la rétention C.

Non-conformité n°20240912-2 : Les IBC d'émulseur situés sur les zones enherbées ne sont pas stockés sur rétention.

Observation n° 20240912-2 : L'exploitant indiquera l'approche qu'il utilise afin de s'assurer que deux substances incompatibles ne peuvent pas se retrouver simultanément dans le bassin de confinement.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté le nettoyage de la rétention C. Aucun désordre n'a été constaté.

→ L'observation n°20240912-1 de l'inspection du 12 septembre 2024 est soldée.

→ La non-conformité n°20240912-2 de l'inspection du 12 septembre 2024 est soldée (cf. Fiche n°10 du présent rapport).

Lors de la visite du site, l'inspection constate que l'ensemble des produits stockés dans le bâtiment stockage sont sur une même rétention. Dans l'attente de la construction du auvent, l'exploitant propose d'isoler certaines cellules en surélevant leur accès afin d'éviter tout risque de mélange incompatible.

→ L'observation n°20240912-2 de l'inspection du 12 septembre 2024 est remplacée par la suite n°25112025-5.

Suite n°25112025-5 : Il est attendu de l'exploitant qu'il crée une rétention supplémentaire au sein du bâtiment de stockage afin de réduire le risque de mélange incompatible. À ce titre, il s'assurera que le volume de la rétention créée est adapté au volume à contenir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation de l'apport d'eau

potable et de chacune des diverses catégories d'effluents produits. Ces schémas comportent notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de rétention, isolement de la distribution alimentaire ...),
- les ouvrages de toutes sortes (vanne-barrage, compteur, etc...),
- les ouvrages d'épuration et les points de rejets de toute nature.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :

Suite n°03122024-1 : La zone de préparation des commandes n'est pas reliée au réseau des eaux industrielles.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :

Dans sa réponse au rapport de l'inspection du 03/12/2024, l'exploitant indique qu'un dispositif d'obturation manuelle du réseau des eaux pluviales a été mis en place en amont du séparateur d'hydrocarbures. Ce dispositif serait complété d'une sonde pH asservie à la fermeture du réseau des eaux pluviales.

Lors de la visite du site l'inspection a constaté la mise en place de la fermeture manuelle du réseau des eaux pluviales, ainsi que la mise en place de la sonde pH asservie à la vanne de fermeture de ce réseau.

→ La suite n°03122024-1 de l'inspection du 03/12/2024 est remplacée par la suite n°25112025-6.

Suite n°25112025-6 : L'exploitant fournira le dernier rapport de vérification de la bonne fermeture manuelle du réseau des eaux pluviales, ainsi que le rapport de vérification de l'asservissement de la sonde pH à la fermeture des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.2.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Les effluents industriels

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2025

Prescription contrôlée :

Les effluents industriels tels que les contenus résiduels des bidons et fûts, leurs eaux de lavage et de premier rinçage sont évacués comme des déchets industriels spéciaux.

Il en est de même pour les eaux de procédés.

La gestion des effluents de toute nature s'exécute eu plus près des sources de pollution afin de permettre leur évacuation vers une filière de traitement appropriée. L'exploitant privilégie leur destruction en tant que déchets industriels spéciaux avant d'envisager un rejet après traitement interne vers le réseau eaux usées et dans les limites autorisées.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles de l'être et les réseaux de collecte des eaux pluviales.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :

Suite n°03122024-2 : L'exploitant ne privilégie pas la destruction des eaux de rinçage avant d'envisager un traitement interne. Il est attendu de la part de l'exploitant une réflexion sur la possibilité d'évacuer certaines eaux de rinçage en tant que déchets dangereux.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :

L'exploitant indique qu'un IBC dédié à un seul produit, de sorte que les IBC ne sont pas rincés systématiquement. Ils le sont uniquement lors de leur ré-épreuve. D'après l'exploitant, 50 à 60 ré-épreuves par an sont réalisées sur le site de Montereau-Fault-Yonne. Par ailleurs, les eaux de 1^{er} rinçage sont utilisées dans le process de dilution. Seules les eaux de second rinçage sont envoyées à la station de neutralisation.

→ La suite n°03122024-2 de l'inspection du 03 décembre 2024 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Réseaux de collecte des effluents ou produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2025

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte permettent d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers le traitement ou milieu récepteur autorisés à les recevoir.

Ils sont curables, étanches et résistent dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles réguliers de leur bon état et de leur étanchéité.

Les effluents aqueux ne dégagent pas par mélange, des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.

Les collecteurs pouvant véhiculer des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flamme.

Les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :

Suite n°03122024-3 : L'exploitant ne s'assure pas du bon état et de l'étanchéité des réseaux de collecte des eaux industrielles et des eaux de voiries. Il est attendu de la part de l'exploitant des investigations sur les raisons de ces endommagements et du remplacement des tronçons endommagés.

Suite n°03122024-4 : L'exploitant ne s'assure pas que le mélange d'effluents collectés dans le réseau des eaux industrielles n'est pas susceptible de dégager des produits toxiques ou inflammables. Il est attendu de la part de l'exploitant de mener une réflexion visant à exploiter ses installations de façon à éviter tout risque de mélanges incompatibles au niveau des effluents rejetés.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :

En salle, l'exploitant indique qu'une inspection télévisée des tuyauteries a été réalisée. À ce titre, il présente le rapport de cette inspection qui fait état de 9 fissures ouvertes et de 26 désordres sur les réseaux des eaux pluviales. Selon l'exploitant un devis a été demandé afin de réaliser les travaux de reprise.

→ La suite n°03122024-3 de l'inspection du 03 décembre 2024 est remplacée par la suite n°25112025-7.

Suite n°25112025-7 : L'exploitant transmettra un devis signé détaillant les travaux à venir sur les tuyauteries. Par la suite, il transmettra les justificatifs de levée des observations indiquées dans le rapport de la vérification télévisée.

En salle, l'exploitant indique qu'il a modifié sa manière d'exploiter ses installations. En effet, dorénavant, les opérateurs travaillent en série, de sorte que plusieurs produits ne sont pas conditionnés simultanément sur site. Ainsi, selon l'exploitant, cela limite le risque de mélange incompatible en cas de déversement accidentel.

→ La suite n°03122024-4 de l'inspection du 03 décembre 2024 est soldée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des points de rejet dans le milieu récepteur

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2025

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux 5 points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

	Points de rejet				
	Réseau EU public		Réseau EP public		
Points de rejets	1	2	3	4	5
Nature des effluents	EU	EI	EPp	EPnp	EPnp
Débit journalier maxi (m ³)	2	5	/	/	/
Débit journalier moyen (m ³)	/	/	20	3	4,5
Débit annuel (m ³)	450	1 200	7 500	1 050	1 600
Pré-traitement avant rejet	Sans	Neutralisation	Séparateur à hydrocarbures	Sans	Sans
Exutoire	Réseau EU public		Réseau EP public		
Traitement hors du site	Station d'épuration communale				
Milieu naturel récepteur	Seine				
Conditions de raccordement	Autorisation de raccordement				

Tout rejet direct ou indirect mentionné ci-dessus est interdit.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :

Suite n°03122024-5 : Les résultats d'autosurveillance des rejets des eaux pluviales (de toitures et de voiries) ne précisent pas le débit journalier moyen ni le débit annuel.

Suite n°03122024-6 : Les résultats d'autosurveillance des rejets ne précisent pas, pour les eaux industrielles, le débit maximal journalier.

Suite n°03122024-7 : L'exploitant adaptera son mode d'exploitation afin de respecter le débit journalier autorisé pour les eaux industrielles.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :

L'inspection a constaté que le débit journalier moyen des rejets des eaux pluviales apparaissait dans l'autosurveillance. En salle, l'exploitant indique qu'il utilise les relevés d'une station météo proche afin d'évaluer les rejets des eaux pluviales. Cependant, le débit annuel n'y figure pas.

→ La suite n°03122024-5 de l'inspection du 03 décembre 2024 est remplacée par la suite

n°25112025-8.

Suite n°25112025-8 : À l'issue d'une année civile, l'exploitant transmettra le débit annuel des rejets des eaux pluviales (de toitures et de voiries).

L'inspection a constaté que le débit maximal journalier des rejets des eaux industrielles apparaissait dans l'autosurveillance.

→ **La suite n°03122024-6 de l'inspection du 03 décembre 2024 est soldée.**

Dans l'autosurveillance, l'inspection a constaté le respect du débit journalier autorisé pour les rejets des eaux industrielles. En salle l'exploitant indique être vigilant aux rejets des eaux industriels afin de respecter les débits autorisés.

→ **La suite n°03122024-7 de l'inspection du 03 décembre 2024 est soldée.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Qualité des effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2025

Prescription contrôlée :

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes:

- Température < 28 °C;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline),
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l,
- Exempt de matière flottante,
- Ne pas dégrader les réseaux d'égouts,
- Ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :

Suite n°03122024-8 : L'exploitant ne mesure pas la coloration des effluents.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :

En salle, l'exploitant a présenté des mesures de la coloration des effluents qui sont réalisées une fois par mois.

→ La suite n°03122024-8 de l'inspection du 03 décembre 2024 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Conditions particulières de chacun des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.3.3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet n°2 : E.I.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2025

Prescription contrôlée :

Point de rejet n°2 : EI

5 m3/j d'eaux pluviales des bacs de rétention de chimie minérale et eaux de deuxième rinçage des bidons, fûts et installations.

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Maximum journalier autorisé (grammes)
Débit, température, pH	-	-
MES	100	500
DBO5	100	500
DCO	500	1500
Indice phénol	0,3	1,5
Hydrocarbures totaux	10	50
Plomb (Pb)	0,5	2,5
Composées organiques halogénés adsorbables sur charbon actif (AOX)	1	5
Chrome hexavalent et composés	0,1	0,5
Fer (Fe)	5	25
Zinc (Zn)	2	10
Métaux totaux	7,5	37,5
Autres micro-polluants	Indécelable	

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :

Suite n°03122024-9 : L'Inspection rappelle que toutes les mesures réalisées sur les paramètres doivent être renseignées dans les résultats d'autosurveillance. En cas de dépassement de la valeur limite de rejet pour un ou plusieurs paramètres, l'exploitant est tenu d'apporter une explication. En outre, il montrera au travers de nouvelles mesures sur les paramètres incriminés, que ces dépassements sont ponctuels.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :

Dans l'autosurveillance transmise, l'inspection a constaté que l'ensemble des paramètres attendus étaient renseignés. L'inspection a constaté quelques dépassements ponctuels au cours de l'année 2025.

→ La suite n°03122024-9 de l'inspection du 03 décembre 2024 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Autosurveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 9.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2025

Prescription contrôlée :

L'autosurveillance de la qualité des eaux résiduaires est réalisée selon les fréquences et modalités suivantes :

[...]

9.2.2.1.2 Point de rejets n°3 : Epp

Paramètres	Périodicité de l'autosurveillance
Débit, température, pH	En continu
MES	Semestrielle
DBO5	Semestrielle
DCO	Semestrielle
Indice phénol	Semestrielle
Hydrocarbures totaux	Semestrielle
Plomb (Pb)	Semestrielle
Composées organiques halogénés adsorbables sur charbon actif (AOX)	Semestrielle
Chrome hexavalent et composés	Semestrielle
Fer (Fe)	Semestrielle
Zinc (Zn)	Semestrielle

Métaux totaux	Semestrielle
Autres micro-polluants	Semestrielle
<p>Constats :</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :</u> Suite n°03122024-10 : L'exploitant ne réalise pas des mesures en continu du débit, de la température et du pH des rejets des eaux pluviales polluées.</p> <p>Suite n°03122024-11 : L'autosurveillance du paramètre DBO5 sur les eaux pluviales polluées n'est pas systématiquement réalisée tous les semestres par l'exploitant.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :</u> Dans sa réponse au rapport de l'inspection du 03/12/2024, l'exploitant indique que le suivi en continu du pH et de la température serait effective à partir du mois de septembre 2025 pour les eaux pluviales. → La suite n°03122024-10 de l'inspection du 03 décembre 2024 est remplacée par la suite n°25112025-11.</p> <p>Suite n°25112025-11 : L'exploitant renseignera l'autosurveillance des eaux pluviales pour les paramètres T et pH de manière systématique et non plus mensuelle.</p> <p>Dans l'autosurveillance transmise, l'inspection a constaté que le suivi semestriel pour le paramètre DBO5 a été réalisé pour le second semestre 2025 mais pas pour le premier. Selon l'exploitant, il s'agirait d'un oubli de déclaration dans l'outil en ligne GIDAF. → La suite n°03122024-11 de l'inspection du 03 décembre 2024 est remplacée par la suite n°25112025-12.</p> <p>Suite n°25112025-12 : L'exploitant renseignera l'outil GIDAF pour le suivi semestriel du paramètre DBO5 relatif au 1^{er} semestre 2025.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 24 : Conditions particulières de chacun des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 4.3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet n°3 : E.P.p.
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/12/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2025

Prescription contrôlée :

Points de rejet n°3 : EPp

Environ 7500 m3/ an d'eaux pluviales des parking, voiries, bacs de rétention et aires de stockage des bacs de rétention et aire de stockage de chimie organique.

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Maximum journalier autorisé (grammes)
Débit, température, pH	-	-
MES	100	3400
DBO5	100	3400
DCO	300	6000
Indice phénol	0,3	10,2
Hydrocarbures totaux	10	340
Plomb (Pb)	0,5	17
Composées organiques halogénés adsorbables sur charbon actif (AOX)	1	34
Chrome hexavalent et composés	0,1	3,4
Fer (Fe)	5	170
Zinc (Zn)	2	68
Métaux totaux	7,5	255
Autres micro-polluants	Indécelable	

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :

Suite n°03122024-12 : Le suivi des flux massiques journaliers des paramètres listés dans l'article 4.3.3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2015 n'est pas réalisé. L'exploitant s'équipera de moyens nécessaires lui permettant de suivre les flux massiques journaliers de l'ensemble des paramètres de l'article 4.3.3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2015.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :

Dans l'autosurveillance transmise, l'inspection a constaté que les flux massiques sont renseignés pour les rejets des eaux industrielles et des eaux pluviales .

→ La suite n°03122024-12 de l'inspection du 03 décembre 2024 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Eaux souterraines - Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 9.2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparative

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant confie, au moins une fois par an, la réalisation des contrôles de l'autosurveillance (prélèvements et analyses) à un laboratoire agréé sur les paramètres visés à l'article 4.3.3.2 et à l'article 4.3.3.3. Les rapports établis à cette occasion sont transmis au plus tard dans le délai d'un mois suivant leur réception accompagnés de commentaires éventuels expliquant les anomalies constatées (incidents, teneurs, anomalies). Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux dispositions prévues ci-dessus.</p>
Constats : <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :</u> Suite n°03122024-13 : L'ensemble des paramètres de rejets des eaux industrielles n'ont pas été mesurés par un laboratoire agréé.</p> <p>Suite n°03122024-14 : Les rapports sur les mesures des paramètres de rejet des eaux industrielles et des eaux pluviales polluées réalisées par un laboratoire agréé n'ont pas été transmis. Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il transmette ces rapports via l'outil GIDAF.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :</u> Un contrôle inopiné sur les rejets aqueux a été demandé par l'inspection pour l'année 2025 pour l'établissement Stockmeier de Montereau-Fault-Yonne. À ce titre, par courrier du 12 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un devis signé pour la réalisation du contrôle inopiné. Toutefois, le rapport établi à l'issue de ce contrôle inopiné n'a pas été transmis à l'inspection. → Les suites n°03122024-13 et 03122024-14 sont remplacées par la suite n°25112025-11.</p> <p>Suite n°25112025-11 : L'exploitant transmettra le rapport établi à l'issue du contrôle inopiné sur les rejets aqueux réalisé sur l'année 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 26 : Modalité d'exercices et contenu de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2025

Prescription contrôlée :

La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'établissement fait l'objet d'une surveillance notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles. A cette fin, au moins 5 piézomètres sont mis en place dont au moins 1 en amont de l'établissement et 2 en aval dans le sens d'écoulement de la nappe phréatique. Dans ces piézomètres, des mesures de nivellement de la nappe, ainsi que des prélèvements et analyses de ces eaux sont effectués au minimum tous les semestres, dont une mesure en période d'étiage, sur les polluants organiques suivants :

- BTEX
- Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV)
- Hydrocarbures totaux (HCT)

Les résultats de mesures sont transmis, sous un mois après réception, à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires argumentant les variations éventuelles. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet des résultats de ces investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Un tableau pour chaque piézomètre permettra de visualiser l'historique de chacun des prélèvements pour un polluant donné et, lorsque les données sont disponibles, comparera les teneurs mesurées de chaque polluant avec les limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :

Suite n°03122024-16 : L'exploitant n'a pas joint au rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines un commentaire permettant d'expliquer la montée subite des concentrations de certains COHV chlorés.

Suite n°03122024-17 : L'exploitant n'a pas cherché à déterminer si son activité passée pouvait être à l'origine de la pollution constatée en COHV dans les eaux souterraines du site.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :

Dans le rapport de suivi des eaux souterraines de juillet 2024 et dans les suivants, il est fait mention d'une pollution historique aux solvants chlorés sur le site de Montereau-Fault-Yonne. Le rapport indique en outre que les périodes de montées subites de COHV chlorés en particulier pour l'ouvrage Pz2 correspond à une dégradation de la pollution historique du site.

-> Les suites n°03122024-16 et n° 03122024-16 sont remplacées par la suite n°25112025-12.

Le rapport sur les eaux souterraines de juillet 2025 fait apparaître des concentrations en chlorure de vinyle pour l'ouvrage Pz2 dépassant systématiquement la valeur guide l'OMS fixée à 0,3 µg/l pour ce paramètre. La concentration relevée en juillet 2025 pour le chlorure de vinyle est de 11

µg/l et a atteint un pic de 160 µg/l en juillet 2023.

Suite n°25112025-12 : L'exploitant précisera l'origine et la localisation de cette pollution historique du site en solvants chlorés. Il fera apparaître sur la carte de l'établissement de chacun des prochains rapports une esquisse piézométrique comportant :

- les courbes isopièzes ;
- le sens d'écoulement de la nappe ;
- la localisation de la pollution.

En outre, du fait de la proximité de l'ouvrage Pz2 de la limite du site, l'exploitant investiguera l'étendue de la pollution en particulier hors site et proposera à l'inspection l'implantation de nouveaux ouvrages piézométriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 27 : Respect des Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, conditions de stockage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/06/2025

Prescription contrôlée :

5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

- a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
- b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;
- c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :

Suite n°03122024-18 : Les prescriptions des fiches de données de sécurité concernant les conditions de stockage des bidons d'acide sulfurique, d'hypochlorite de sodium et des fûts BDP 841 KEMIRA TECH ne sont pas respectées.

Suite n°03122024-19 : L'exploitant transmettra le certibiocide associé aux types de produits TP02, TP03 et TP04.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :

En salle, l'exploitant indique que dorénavant une sonde pH est asservie à la mise sur rétention du site évitant le déversement de substances dans le réseau public.

→ **La suite n°03122024-18 de l'inspection du 03 décembre 2024 est soldée.**

En salle, l'exploitant a présenté le certibiocide nominatif concernant le directeur du site de Montereau-Fault-Yonne qui est valable jusqu'en 2030 et qui couvre les types de produits TP02, TP03 et TP04.

→ **La suite n°03122024-19 de l'inspection du 03 décembre 2024 est soldée.**

Dans sa réponse au rapport de l'inspection du 03/12/2024, l'exploitant indique qu'après investigation, le produit KEMIRA 841 TECH n'est pas un produit biocide. L'exploitant explique qu'un problème informatique serait probablement à l'origine de l'erreur d'étiquetage.

L'inspection rappelle l'importance de l'étiquetage des produits, notamment pour le stockage et le transport de matière dangereuse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Situations d'urgence et moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/06/2025

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :

Suite n°03122024-20 : Lors de la visite du site, l'Inspection constate que le RIA situé au niveau du auvent ainsi que les extincteurs situés entre la zone de préparations de commande et la zone de stockage acide ne sont pas accessibles. L'exploitant s'assurera que l'ensemble des moyens d'extinction de son site de Montereau-Fault-Yonne sont facilement accessibles.

Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :

Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas constaté de moyens de lutte contre l'incendie inaccessibles ou difficilement accessibles.

→ **La suite n°03122024-20 de l'inspection du 03 décembre 2024 est soldée.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2015, article 7.4.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité de uplus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 03 décembre 2024 :</u> Suite n°20240912-21 : Les GRV contenant des émulseurs situés sur les zones enherbées ne sont pas stockés sur rétention.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 25 novembre 2025 :</u> → La suite n°03122024-21 de l'inspection du 03 décembre 2024 est soldée (cf. Fiche n°10 de ce présent rapport).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : Modifications apportées aux installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/01/2026, article R.181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance

Prescription contrôlée :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté une modification d'exploitation des installations, notamment par la production en série de substances afin de limiter le risque de mélanges incompatibles en cas de déversement accidentel. Pour ce faire, l'exploitant a disposé un récipient en hauteur, à partir duquel les opérateurs réalisent les conditionnements.

L'inspection considère que ces modifications d'exploitation constituent une modification notable au titre de l'article R. 181.46-II du Code de l'environnement.

Suite n° 25112025-13 : L'exploitant portera à la connaissance de M. le Préfet de Seine-et-Marne le nouveau mode d'exploitation de ses installations. En particulier, il s'assurera au travers d'une analyse de risques de la maîtrise des risques inhérents à ces modifications. Il transmettra également les procédures et modes opératoires mises à jour suite à ces modifications.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois